



**WELCOME TO THE**



**COMMUNITY**

**THE CANADIAN SCHOOL**





# CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME



# PRÉSIDENTS



Valeria Ochoa

Je m'appelle Valeria Ochoa et je suis une étudiante de douzième. Pour le futur j'aimerais devenir une productrice professionnelle et être une représentante de l'égalité et respect des droits. Dans le CSMUN je suis présidente du Conseil des droits de l'homme avec Valentina Muñoz. Dans le CSMUN X, j'espère pouvoir passer une expérience agréable avec les autres participants, travailler d'une façon organisée mais créative, pouvoir nous exprimer sans gêne et connaître des nouvelles personnes qui pourront nous aider pendant le procès des jours du CSMUN.



Valentina Muñoz

Je m'appelle Valentina Muñoz García, du 12C, et je suis étudiante à l'école canadienne. Je me considère comme une personne très responsable et organisée dans tous les aspects de ma vie.

À l'avenir, j'espère être une personne passionnée et dévouée à ce que je fais, c'est ma conception du bonheur, je veux être fière de qui je serai et de ce que je ferai, une personne pleine d'objectifs et de projets pour ceux-ci. Dans cette UECS, mon rôle est de présider la commission des droits de l'homme pour traiter une question de grande importance à l'époque. J'espère que cette UMSC sera l'occasion pour les délégués de s'asseoir dans un espace sûr et de voir que cette commission, en plus d'être très intéressante, est une occasion de pratiquer la merveilleuse langue qu'est le français.

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>Lettre de Bienvenue</b>	2
<b>Introduction à la commission</b>	3
Description	3
Historique du comité	3-5
Domaines de travail et compétences du comité	5
Objectifs du comité	6
<b>Explication du sujet</b>	7
Introduction au sujet	7
Historique du sujet	7-8
Situation actuelle	8
Défis pour le comité	9
<b>Étude des cas pour le sujet</b>	10-11
<b>QARMAS</b>	12
<b>Délégations</b>	13-14
<b>Glossaire</b>	15
<b>Vocabulaire pour donner un avis ou un argument</b>	16
<b>Ressources Utilisées</b>	17-18



## **1. LETTRE DE BIENVENUE**

Bonjour Messieurs et Mesdames les délégués

*“Le seul État stable est celui dans lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi.”*

*-Aristotele*

C'est un honneur pour la présidence de vous accueillir à la Commission du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies du CSMUN 2021. Cette commission sera l'espace approprié pour que chaque délégation exprime son opinion et propose des solutions pertinentes pour le bénéfice collectif sur l'un des thèmes les plus importants de l'actualité, la violence et la discrimination à l'encontre de la communauté LGBTIQ+ dans le contexte de la pandémie et de la post-pandémie COVID-19. La Commission réaffirme sa préoccupation en ce qui concerne le nombre élevé de violations des droits de l'homme à l'encontre de la communauté LGBTIQ+ dans différents pays du monde où le traitement de leurs citoyens est inhumain et indigne. Des restrictions à la mobilité aux interdictions d'utiliser le système de santé sont quelques-uns des actes commis qui sont impardonnables dans une société où l'égalité perdure.

De la part du président, nous souhaitons et attendons la meilleure volonté et responsabilité, nous attendons de chaque délégué qu'il fasse un excellent travail et propose des solutions viables et positives pour la création d'un environnement propice et sûr pour tous les membres de la communauté LGBTIQ+ pendant la pandémie et qu'il reste en place dans le cadre post-pandémique. Nous vous remercions de votre participation au Modèle et au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et vous invitons à faire de votre mieux et à vous préparer à une issue positive de la Commission.

Merci pour votre attention,

Vos présidentes Valeria Ochoa et Valentina Muñoz.





## **2. INTRODUCTION À LA COMMISSION**

### **2.1. Brève description**

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde. Il a également pour mission de faire face à des situations de violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations à leur sujet. Il est en mesure d'examiner toutes les questions et situations en lien avec les droits de l'homme qui nécessitent son attention, et ce tout au long de l'année. Il se réunit à l'Office des Nations Unies à Genève.

Le Conseil est composé de 47 États Membres qui sont élus par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Conseil des droits de l'homme a remplacé l'ancienne Commission des droits de l'homme de l'ONU.

### **2.2. Historique du Comité**

Le Conseil des droits de l'homme est un organe intergouvernemental au sein du système des Nations unies, chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde. Le Conseil a été créé dans le but principal d'examiner les situations de violations des droits de l'homme et de faire des recommandations à ce sujet. Cette institution a été créée le 15 mars 2006 par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 60/251 et a remplacé l'ancienne Commission des droits de l'homme des Nations unies. À la suite de sa première session en juin 2006, le Conseil a adopté son paquet de renforcement des institutions pour aider à guider son travail et à établir ses procédures et mécanismes. Lorsque l'organe a été créé en mars 2006, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé que cinq ans après sa création, il devrait examiner le fonctionnement et les activités du Conseil. Cet examen a eu lieu en 2011 avec des résultats positifs et en juin 2016, l'institution a célébré son dixième anniversaire.

Le Conseil des droits de l'homme (CDH ou Conseil) est la seule organisation intergouvernementale qui réagit à toutes les violations des droits de l'homme dans le monde en dénonçant les responsables et en exigeant des changements. L'action rapide du Conseil a



contribué à réduire les conflits au niveau des pays grâce à la condamnation internationale au sein du Conseil et aux rapports critiques des missions d'enquête mandatées par le Conseil. Les actions rapides du CDH pour mettre en lumière les violations des droits de l'homme ont également attiré l'attention du monde entier et amené les gouvernements à prendre des mesures pour remédier à ces situations. Aucun pays membre du Conseil des droits de l'homme n'a un dossier impeccable en matière de droits de l'homme, et la qualité de la composition du Conseil influence son impact.

Le CDH peut traiter tout problème de droits de l'homme qui sont portées à votre attention, souvent celles que d'autres agences ne peuvent ou non être disposées à discuter. Gouvernements, militants et autres. Les participants au CDH travaillent sur d'innombrables questions lors des sessions du Conseil tout au long de l'année. Le CDH a adopté 1 675 résolutions depuis ses débuts en 2006, traitant pas moins de 120 questions qui mettent les gouvernements sous haute surveillance. Les questions traitées par le Conseil comprennent l'État de droit, la démocratie, le terrorisme, la traite des personnes, la torture, les libertés d'opinion, d'expression, de réunion et d'association, les droits des femmes et l'égalité des sexes, les migrations, les personnes handicapées et les droits des LGBT.

Près de la moitié de ces résolutions, soit 771, ont porté sur des situations de pays. Le Conseil a tenu 28 sessions d'urgence pour traiter des violations des droits de l'homme dans plusieurs pays. Après le "printemps arabe" de fin 2010 des réunions ont été organisées sur la Libye et la Syrie pour critiquer sévèrement les atrocités engagées, ainsi que la République centrafricaine, l'Irak (s'adressant à l'ISIL), Gaza, Boko Haram, Burundi, Sud Soudan et Myanmar.

Le Conseil a également autorisé 29 commissions d'enquête et missions de détermination des faits qui produisent des preuves tangibles sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui se nourrissent de la des processus judiciaires formels pour tenir les délinquants responsables. Depuis 2011, il y a eu a mené des recherches sur la Libye, la Côte d'Ivoire, la Syrie, la Corée du Nord, la République de Corée et République centrafricaine, Sri Lanka, Érythrée, territoires palestiniens occupés, Irak, Sud-Soudan RDC, Burundi, Myanmar et Yémen.



L'examen périodique universel du Conseil attire l'attention sur les violations des droits de l'homme dans le monde entier depuis son lancement en 2008 et entame le troisième cycle d'un examen complet du bilan des 193 États membres des Nations unies en matière de droits de l'homme en 2017. L'EPU apporte de réels changements grâce à de nouvelles lois et aux meilleures pratiques dans le domaine des droits de l'homme. L'objectif est d'améliorer les droits de l'homme, d'offrir une meilleure protection aux victimes, de demander des comptes pour les abus et de renforcer l'État de droit et le système judiciaire.

Les experts indépendants en matière de droits de l'homme du CDH (Procédures Spécial) servent d'yeux et d'oreilles au Conseil en surveillant les droits de l'homme dans les pays en quête de meilleures conditions. Ces experts titulaires Le nombre de mandats est actuellement de 80 pour 56 mandats différents, portant sur des sujets tels que l'éducation, la santé, la liberté d'expression et la traite des êtres humains, ainsi que sur dans des pays tels que la Corée du Nord, l'Érythrée, l'Iran et le Myanmar. En 2018, la a effectué 83 visites dans 58 pays et territoires et a eu un impact significatif sur la réduction des violations des droits de l'homme.

### 2.3. Domaines de travail et compétences du comité

Le Conseil a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 mars 2006 grâce à la résolution 60/251. Sa première session a eu lieu du 19 au 30 juin 2006. Un an plus tard, le Conseil a adopté son dispositif de mise en place des institutions pour orienter son travail et établir ses procédures et mécanismes.

On compte parmi les processus mis en place l'Examen périodique universel qui sert à évaluer la situation des droits de l'homme dans tous les États Membres des Nations Unies, le Comité consultatif qui est le groupe de réflexion du Conseil et fournit à ce dernier son expertise et ses conseils sur des questions en lien avec les droits de l'homme et la procédure de requête, qui permet aux particuliers et organisations de porter les violations des droits de l'homme à l'attention du Conseil.

Le Conseil des droits de l'homme travaille également avec les procédures spéciales, qui ont été établies par l'ancienne Commission des droits de l'homme et sont à présent gérées par le Conseil. Ces procédures rassemblent des rapporteurs et des représentants spéciaux, des



experts indépendants et des groupes de travail chargés de superviser, d'examiner, de conseiller et de faire rapport publiquement sur des questions thématiques ou les situations des droits de l'homme dans des pays spécifiques.

#### 2.4. Objectifs du comité

Le Conseil se réunit au Bureau des Nations unies à Genève trois fois chaque année de manière ordinaire mais aussi il peut avoir une réunion extraordinaire pendant l'année. Cela fonctionne pour s'assurer que tout le monde connaît ses droits et que tout le monde peut les utiliser. Le Conseil des droits de l'homme fait de différentes choses comme: assurer que tout le monde a les mêmes droits, vérifier ce que font les gouvernements pour protéger les droits de leurs habitants, vérifier si les gouvernements ce qu'ils ont convenu aux Nations unies et aider les personnes qui voient retirer leurs droits.

Il a pour mission de faire face à des situations de violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations à leur sujet. Il est en mesure d'examiner toutes les questions et situations en lien avec les droits de l'homme qui ont besoin de son attention, et ce tout au long de l'année. On compte parmi les processus mis en place l'examen périodique universel qui sert à évaluer la situation des droits de l'homme dans tous les États Membres des Nations unies, mais c'est le comité consultatif qui permet aux particuliers et aux organisations de porter les violations des droits de l'homme à l'intention du Conseil.





### **3. EXPLICATION DU SUJET**

#### **3.1. Introduction au sujet**

La communauté LGBTI depuis le début de la pandémie du Covid-19 est devenue une cible dans plusieurs pays. Depuis que des études ont prouvé que les membres de la communauté LGBTI peuvent être "particulièrement vulnérables" aux effets de la maladie. Parmi les raisons de ce risque accru, on peut citer les taux plus élevés de cancer, de VIH et de tabagisme, ainsi que la discrimination en matière de soins de santé, malgré cette information, plusieurs centres de santé refusent de leur donner des services médicaux prioritaire.

Leurs droits sont ignorés et ils sont devenus une partie de la société qui est presque complètement vulnérable car ni le gouvernement ne cherche à les protéger, à les traiter comme des égaux dans la société. Plus de 220 célébrations de la fierté LGBTI dans le monde ont été annulées ou reportées, et les célébrations qui n'ont pas été annulées ont été attaquées par plusieurs homophobes et même interrompues par le gouvernement. Cette situation est plus présente aux États Unis.

La discrimination envers cette communauté est constante et le problème le plus grand est que certains pays et gouvernements sont eux-mêmes en contre d'eux et ceci est beaucoup plus présent depuis le début de la pandémie.

#### **3.2. Histoire du sujet**

L'histoire du mouvement LGBTI remonte aux années 1800, en 1897 le Comité scientifique humanitaire est créé par le médecin et sexologue allemand Magnus Hirschfeld. Il a commencé ce comité pour abolir un article de la législation allemande qui réprime les comportements homosexuels masculins, le Comité scientifique humanitaire est devenu officiellement la première association au monde à prendre la défense des droits homosexuels et plusieurs ramifications de ce comité ont été développées dans plusieurs pays occidentaux. Entre les années 1960 et 1980 il y a eu la révolution sexuelle, pendant laquelle la communauté homosexuelle s'organisait politiquement pour se défendre contre l'homophobie et les persécutions. L'un des moments le plus important du mouvement de la communauté



LGBT a été aux États Unis en 1969 pendant des émeutes à New York. Les gays, lesbiennes, transgenres ont participé aux manifestations contre la police et une des participantes plus reconnues a été la Drag Queen Marsha P. Johnson, elle a démontré que la présence des personnes trans genre dans la communauté et elle a continué à essayer de se faire entendre par la société et elle a effectivement fait un gros impact dans l'histoire LGBT jusqu'au jour de sa mort. Après les émeutes et marches de 1969 qui se sont rallongé jusqu'à 1975 avec les manifestations des féministes et des droits de la communauté noire, la diffusion à travers les journaux et documentaires a permis à la minorité transgenre de se faire connaître, leur donnant une bonne et mauvaise image. C'est-à-dire que cette communauté va recevoir beaucoup de soutien, encourageant l'émancipation des personnes transgenres, mais aussi un grand nombre de mécontentement, disant que ce n'est pas normal de vouloir changer son sexe, son genre. Pendant ceci passait aux États Unis, en France en 1971 la première grande action du militantisme homosexuel a lieu au début de l'année, Le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Cette action était principalement organisée par des lesbiennes mais avec le fils du temps, la composante masculine du FHAR a augmenté et après quelques mois ceci pousse les femmes à se séparer de ce mouvement, cette séparation a amené à la création du Mouvement de libération des femmes, MLF. FHAR a fini en 1974 et ces participants se sont regroupés en groupes appelés Groupe de libération homosexuelle (GLH), plusieurs GLH ont été créés dans les principales villes françaises et chaque groupe était autonome des autres. Dans les années 90', l'activité des groupes LGBT sont devenues légales, les bars, défiles, discos, etc, aussi plusieurs pays comme Island ne pénalisaient plus l'homosexualité. La Federación Estatal de Lesbianas, Gais, Transexuales y Bisexuales (FELGTB) es créée en Espagne. Dans beaucoup plus de pays le mariage religieux et l'union civil est devenu plus communs et légale entre couples du même sexe et l'adoption entre gays et lesbienne est enfin devenu un sujet qui pouvait se débattre. Enfin dans les années 2000, la liberté de la communauté LGBT est beaucoup plus grandes, l'étendue de la liberté d'expression qu'ils elles ont est comme jamais avant vue dans l'histoire et même s'il y a toujours de pays et personnes qui ne sont pas d'accord avec les choix de vie le changement et grand et les homosexuelles n'abandonnent pas leurs efforts et sacrifice jusqu'à être vu comme une égale de la société.

### 3.3. Situation actuelle





Les droits des personnes de la communauté LGBT ont fait des progrès en 2020 mais il y a toujours environ de 69 pays qui continuent à criminaliser les relations consensuelles entre personnes du même sexe. Avec la situation du Covid-19, beaucoup d'homophobes ont vu ceci comme une opportunité pour attaquer la communauté LGBT+. Ce virus est une réalité et tout le monde est vulnérable mais les homosexuels sont en train d'être marginalisés, ils sont en train d'être accusés du fléau du virus parce qu'ils sont plus susceptibles au VIH/sida ce qui fait que plusieurs centres de santé ne veulent pas les aider ou leurs donner les bonnes et propres procédures d'attention envers le virus.

### 3.4. Défis pour la commission

Dans cette commission nous avons plusieurs défis, nous devons trouver des solutions et faire des plans de protections pour les personnes de la communauté LGBT+ dans les pays où leurs droits sont violés et aussi dans les pays où ils sont respectés pour éviter des futures complications. Nous devons faire que les pays qui les traitent en dehors de la loi aient une pénitence car ceci est un acte inhumain, il faut appuyer les fronts d'actions passifs et trouver d'autres moyens pour faire égaliser et connaître les droits de les personnes homosexuelles pour que le reste de la société au tour de monde puisse voir que cette communauté n'est pas seule et que nous sommes ici toujours présents, prêts pour les aider à être respectés et écoutés.

Notre plus grand défi est de faire un changement pour le bien.





#### 4. CAS D'ÉTUDE

Le 17 mai de 2020, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a publié un message à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la Transphobie. Dans ce message il a parlé de la situation que les personnes gays, lesbiennes, bisexuels et intersexuelles (LGBTI) étaient en train de vivre pendant la pandémie du Covid-19. Avant la pandémie les personnes de cette communauté étaient déjà attaquées et traitées comme des personnes avec une maladie ou un problème mental. Ils étaient privés de droits et opportunités dans la société mais avec la présence du Covid-19 leur communauté est devenue une cible facile. Le Secrétaire général Antonio Guterres a ajouté que les directives Covid-19 sont utilisées abusivement par la police afin de cibler les personnes et organisations LGBTI et ce n'est pas juste ça, il y a des organisations qui cherchent « soigner » ces personnes et ne sont pas d'accord avec les droits qu'ils ont acquis ni c'eût qu'ils auront comme par exemple recevoir le vaccin.

Un cas récent contre des personnes de la communauté LGBTI a été commis à Hollywood Boulevard, un des quartiers les plus animés de Los Angeles. Trois influenceurs trans ont été terriblement agressés. Eden the Doll, Jaslene White Rose et Joslyn Flawless sont sorties le 17 août pour profiter entre amies. Quand elles étaient en train d'attendre leur Uber, la nuit a pris un gros tour : un groupe de six hommes est arrivé et ils ont arraché le téléphone d'Eden et après ça ils ont commencé à agresser les trois femmes tant verbalement que physiquement. Les hommes ont frappé Joselyn Flawless au visage avec une barre de fer, un scooter a été lancé sur elles et une d'elles a perdu connaissance. Les hommes ont volé leurs chaussures, leurs accessoires et ils ont aussi menacé de les tuer. Comme tout cela s'est développé dans la rue, il y avait bien sûr des spectateurs, mais au lieu d'aider les jeunes femmes, ils criaient des choses comme « tuer-les » et « refrappe-la ». Dans ce cas d'agression, on peut voir la Transphobie et le racisme aussi, car les trois cibles sont des femmes transgenres et Jaslene Whiterose et Joslyn Flawless sont noires. Le déroulement de cette nuit a été filmé par un des agresseurs et a même été publié sans douleur ni remords. Le lendemain, une des femmes agressée, Eden a décidé de faire une vidéo intitulée « HELP ».



Elle a compilé les différentes vidéos de l'agression et de ses blessures et celles de ses amies afin de retisser le fil des événements. La police n'avait pas retrouvé les agresseurs et le cas de ces trois femmes a été rapidement oublié, mais grâce au vidéo de Eden the Doll sur YouTube et Instagram plusieurs personnes y compris des personnes fameuses comme SZA, Joaquin Phoenix, Rooney Mara et beaucoup d'autres, des protestations pacifiques ont eu lieu et même si elles étaient pacifique la police a quand même attaqué en lançant des bombes à gaz et en tuent des protestants sans faire face à la conséquence de leurs actions.

Le cas des femmes a été ré-ouvert et à présent deux des six hommes ont été retrouvés. La sanction qu'ils ont reçue était simplement de faire du service social, nous pouvons voir ici un exemple clair de privilège blanc et d'homophobie au sein du gouvernement.

Nous pouvons constater qu'en dépit de tous les efforts pour trouver une égalité et du respect pour la communauté LGBTI, il y aura toujours de l'injustice et du mauvais traitement même s'ils et elles sont humains tout comme le reste de la société.





## 5. QARMAS

1. Comment votre pays a-t-il mené et traité le processus d'inclusion de la communauté LGBTIQ+ au fil des ans?
2. Quelles mesures positives et négatives votre délégation a-t-elle prises pour protéger ou violer les droits de la communauté LGBTIQ+ dans le contexte de la pandémie et de l'après-pandémie?
3. Quelles étaient les raisons des actions négatives de votre délégation contre la communauté LGBTIQ+ pendant la pandémie?
4. Comment la population de votre délégation a-t-elle réagi aux mesures qui ont été adoptées dans ce pays concernant les droits de la communauté LGBTIQ+ dans la pandémie et pour la période post-pandémique ?
5. Quelles solutions adopteriez-vous à titre d'exemple pour les autres pays afin qu'aucune mesure négative de ce type ne soit prise dans votre délégation?





## 6. DÉLÉGATIONS

- Jamaïque
- République d'Afrique du Sud
- République du Kenya
- République du Ghana
- République arabe d'Égypte
- République d'Ouganda
- République du Panama
- République de Corée
- Philippines
- Hongrie
- Commonwealth d'Australie
- République de Colombie
- République du Pérou
- État d'Israël
- République de l'Inde
- République de Turquie
- Royaume d'Espagne
- Irlande du Nord
- République fédérale d'Allemagne



- République du Costa Rica
- État plurinational de Bolivie
- République de l'Équateur
- République de Fidji
- Malte
- États-Unis d'Amérique





## 7. GLOSSAIRE

- Cible: But que l'on vise et contre lequel on tire.
- Homophobie: Rejet de l'homosexualité, hostilité systématique à l'égard des homosexuels.
- Transphobie: Rejet des personnes transgenres.
- Acquis: Qui a été obtenu et développé par un individu.
- Retisser: Tisser de nouveau, repasser.
- Bafouant: Raillant quelqu'un ou quelque chose sans pitié, ridiculisant en se moquant de manière outrageante et avec dédain.
- Adeptes: Partisan d'une doctrine, d'une religion.
- Détenus: Qui est emprisonné
- Constater: Démontrer une réalité, un fait.





## 8. VOCABULAIRE POUR DONNER UN AVIS OU UN ARGUMENT

Estoy a favor de...	Je suis en faveur de...
Estoy en contra de...	Je suis contre de...
Estoy de acuerdo con...	Je suis d'accord avec...
Pienso que es más apropiado...	Je pense que c'est plus approprié...
Me niego rotundamente a...	Je refuse absolument de...
De acuerdo al tratado...	Selon le traité...
Yo invito a todos los presentes a...	J'invite toutes les personnes présentes à...
Me encuentro en desacuerdo con...	Je ne suis pas d'accord avec...
Como solución, pienso que...	Comme solution, je pense...
Basándome en... pienso que...	Basé sur... Je pense que...
En respuesta a...	En réponse à...



## 9. RESSOURCES UTILISÉES

Ohchr.Org, 2021,

[https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/HRC\\_French\\_Final.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/HRC_French_Final.pdf).

*LGBTQ Inequality and Vulnerability in the Pandemic*. Human Rights Watch. (2021).

Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.hrw.org/news/2020/06/18/lgbtq-inequality-and-vulnerability-pandemic>.

Espectador, E. (2021). *Así vive la población LGBTI la pandemia*.

ELESPECTADOR.COM. Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.elespectador.com/noticias/nacional/asi-vive-la-poblacion-lgbti-la-pandemia-articulo-918619/>.

España, A. (2021). *Orgullo 2020: Más discriminación y violencia contra el colectivo LGBTI durante la COVID-19*. Es.amnesty.org. Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.es.amnesty.org/en-que-estamos/noticias/noticia/articulo/orgullo-2020-mas-discriminacion-y-violencia-contra-el-colectivo-lgbti-durante-la-covid-19/>.

Usuario, S. (2021). *Situación de la comunidad LGBT durante la pandemia de COVID – 19*. Hchr.org.co. Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.hchr.org.co/index.php/covid-19-y-su-dimension-de-derechos-humanos/469-especiales/covid-19/covid-19-y-ddhh/seguimiento-de-noticias-covid-19/9365-situacion-de-la-comunidad-lgbt-durante-la-pandemia-de-covid-19>.

*Conseil des droits de l'homme*. ONU Info. (2021). Retrieved 8 January 2021, from

<https://news.un.org/fr/tags/conseil-des-droits-de-lhomme>.

*HCDH | HRC Bienvenue au Conseil des droits de l'homme*. Ohchr.org. (2021).

Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/AboutCouncil.aspx>.

*HCDH | HRC Home*. Ohchr.org. (2021). Retrieved 8 January 2021, from

<https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/Home.aspx>.

*Derechos de personas LGBT | Human Rights Watch*. Hrw.org. (2021). Retrieved 8 January 2021, from <https://www.hrw.org/es/topic/derechos-de-personas-lgbt>.



L'ONU exhorte à s'unir contre la haine et la violence qui visent les personnes LGBTI. (2021). Retrieved 15 January 2021, from <https://news.un.org/fr/story/2020/05/1069002>

Trois femmes trans violemment agressées à Hollywood dans la plus grande indifférence. (2021). Retrieved 15 January 2021, from [https://www.terrafemina.com/article/transphobie-l-agression-de-trois-femmes-trans-a-hollywood-suscite-l-indignation\\_a354814/1](https://www.terrafemina.com/article/transphobie-l-agression-de-trois-femmes-trans-a-hollywood-suscite-l-indignation_a354814/1)

La légalisation du mariage gay en Suède et au Danemark a fait chuter le taux de suicide chez les homosexuels. (2021). Retrieved 15 January 2021, from <https://www.cnews.fr/monde/2019-11-14/la-legalisation-du-mariage-gay-en-suede-et-au-danemark-fait-chuter-le-taux-de>

Gay marriage legal in 28 countries. (2021). Retrieved 15 January 2021, from <https://www.ednh.news/gay-marriage-legal-in-28-countries/>

Egypt's Denial of Sexual Orientation and Gender Identity. (2021). Retrieved 15 January 2021, from <https://www.hrw.org/news/2020/03/20/egypts-denial-sexual-orientation-and-gender-identity>

(2021). Retrieved 15 January 2021, from [https://www.sos-homophobie.org/sites/default/files/rapport\\_homophobie\\_2020\\_interactif.pdf](https://www.sos-homophobie.org/sites/default/files/rapport_homophobie_2020_interactif.pdf)  
[\\_rapport\\_homophobie\\_2020\\_interactif.pdf](https://www.sos-homophobie.org/sites/default/files/rapport_homophobie_2020_interactif.pdf)

Le Covid-19 suscite une nouvelle stigmatisation des personnes LGBT+. (2021). Retrieved 15 January 2021, from <https://theconversation.com/le-covid-19-suscite-une-nouvelle-stigmatisation-des-personnes-lgbt-138159>